



**RAPPORT RELATIF AU COMMISSARIAT AUX COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**



MAZARS FIVOARANA

Décembre 2019

1. RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	1
11. Rapport general	2
12. Rapport special	9
2. ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018	3
21. BILAN AU 31 DECEMBRE 2018	4
22. COMPTE DE RESULTAT	6
23. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (METHODE INDIRECTE) AU 31 DECEMBRE 2018	7
24. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2018	8
3. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018	9
31. PRINCIPES COMPTABLES, METHODES DE PRESENTATION ET REGLES D'EVALUATION	10
311. Principes comptables	10
312. Méthodes de présentation	10
313. Règles d'évaluation	10
32. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES POSTES DES ETATS FINANCIERS	12
321. Note sur les événements significatifs de l'exercice	12
322. Bilan	14
Note 01. Immobilisations et amortissements	14
Note 02. Stocks et en-cours	16
Note 03. Créances et emplois assimilés	16
Note 04. Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Note 05. Capitaux propres	18
Note 06. Subventions d'équipement reçues	18
Note 07. Impôts différés passifs non courants	18
Note 08. Emprunts et dettes financières :	18
323. Compte de résultat	20
Note 12. Consommation de l'exercice	20
Note 13. Impôts et taxes, versements assimilés	21
Note 14. Charges de personnel	21
Note 15. Autres produits opérationnels	21
Note 16. Reprises sur provisions et pertes de valeurs	21
Note 17. Dotations aux amortissements et pertes de valeurs	22
Note 18. Produits financiers	22
Note 19. Charges financières	22
324. Événements postérieurs à la date de clôture	23

ACRONYME

AFD	: Agence Française de développement
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BEI	: Banque Européenne d'investissement
BFV-SG	: BFV Société Générale
CCP	: Compte Courant postal
DIR	: Direction Régionale
DLA	: Direction Logistique et Administration
ERP	: Enterprise Resource Planning
IAS	: International Accounting Standard
IFRS	: International Financial Reporting Standard
KFW	: KreditanstaltFürWiederaufbauBankengruppe
MFB	: Ministère des finances et du Budget
OFID	: OPEC Fund for International Development
PCG	: Plan comptable Général
PUMP	: Prix Unitaire Moyen Pondéré

1. RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

11. RAPPORT GENERAL

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,
de la JIRAMA
Ambohitatovo – Antananarivo

Impossibilité d'exprimer une opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers au 31 décembre 2018 de la JIRO sy RANO MALAGASY (JIRAMA), qui comprennent le bilan, le compte de résultat, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau de flux de trésorerie de la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2018 ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Le bilan au 31 décembre 2018 présente tant à l'actif qu'au passif un total de 1 940 550 649 389,91 Ariary. Le compte de résultat fait apparaître un résultat net déficitaire de -314 059 956 007,42 Ariary sur l'exercice 2018 contre un résultat net déficitaire de -85 060 573 437,60 Ariary sur l'exercice 2017.

A notre avis, en raison de l'importance des points décrits dans le paragraphe « Fondement de l'impossibilité d'exprimer une opinion », nous n'avons pas été en mesure de recueillir les éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. En conséquence, nous sommes dans l'impossibilité d'exprimer une opinion sur les états financiers de la JIRAMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Fondement de l'impossibilité d'exprimer une opinion

Le fondement de notre opinion est basé sur l'insuffisance d'éléments probants obtenus et sur les incidences significatives ou à caractère diffus sur les états financiers de la JIRAMA, de la consistance et de l'effet des irrégularités, inexactitudes et incertitudes identifiées.

1 Immobilisation

Le Système d'information et de gestion des immobilisations présente des défaillances, telles que :

- La base de données des immobilisations est encore tenue sous Excel. La gestion et le suivi des mouvements sont toujours effectués sur Excel. Diverses anomalies ont été relevées sur les données de la base (omission, non renseignement de certaines informations (date d'acquisition, imputation, etc.). Le module immobilisations de l'ERP JDE n'est pas encore opérationnel à 100%.
- Défaillance en matière de procédures relatives aux mouvements des immobilisations (entrée, transfert, mise au rebut).
- Défaillance en matière de procédures d'inventaire (inventaire non exhaustif, absence de rapport d'inventaire validé ...) et en matière de procédures de réconciliation des résultats avec la comptabilité.

MAZARS FIVOARANA, SARL

Founding partner : RABENORO Raymond, Expert Comptable et Financier

Managing partner : DAUPHINE Bruno, Expert Comptable et Financier

Partners :

- RAHOBISOA Alain, Expert Comptable et Financier
- RABENORO David, Expert Comptable et Financier, Diplômé de 3^{ème} cycle en informatique
- RANDRIANARISOA Frédéric, Expert Comptable et Financier
- RAKOTOARIVONY Mamilolona, Expert Comptable et Financier
- RAZAFINDRAMANANA Domohina, Expert Comptable et Financier
- ANDRIANARIVELO Foliniaina, Expert Comptable et Financier

Directors :

- RAZAKANDRAINA Célestin, Expert Comptable et Financier
- RANAIVOSON Parfait Willy, Expert Comptable et Financier stagiaire
- RABEMANANTSOA Eric, Diplôme de Master II en Comptabilité, Audit et Contrôle
- HAJARIVONY Lara Elmira, Expert Comptable et Financier

D'où, les divergences identifiées ci-après :

- Divergence entre le système comptable et le registre théorique des immobilisations du domaine concédé et privé (1,8 milliards en 2018 contre 2,3 milliards en 2017) :

Libellé	Valeur brute Comptabilité au 31/12/18	Valeur brute base de données DLA au 31/12/18 (*)	Ecart
Domaine privé	63 058 444 738	63 891 965 082	-833 520 344
Domaine concédé	723 512 080 321	724 489 659 848	-977 579 527
Total en Ar	786 570 525 059	788 381 624 930	-1 811 099 871

(*) : Source : Service Base de données Département immobilisation / DLA = arrêtée au 31/12/18

- Divergence entre les amortissements du domaine privé comptabilisés (comptes 28XXX) et les amortissements sur les tableaux d'amortissements établis par la DLA (immobilisations antérieures à 2018) et la DFin (nouvelles acquisitions 2018). Cet écart s'élève à 7,8 milliards en 2018 contre 2 milliards en 2017.

Libellé		Montant au 31/12/2018
Amortissements du domaine privé comptabilisés (comptes 28XXX)	(A)	52 150 663 239
Reprises sur amortissement (cessions et mises aux rebuts)	(B)	1 565 473 078
Amortissements des immobilisations antérieures à 2017 calculés par la DLA	(C)	61 479 516 964
Amortissement des nouvelles acquisitions 2017 calculés par la DFIN	(D)	42 019 944
Total des amortissements calculés sur tableaux d'amortissements (DLA et DFIN)	(E)=(C)+(D)	61 521 536 908
Ecart	(F)=(A)+(B)-(E)	-7 805 400 591

Source : Tableau d'amortissement du domaine privé tenu par la DLA ; amortissements des nouvelles acquisitions 2018 calculés par le service comptabilité ; Etats financiers au 31/12/18).

Ainsi, tant que les bases qui alimentent la comptabilité ne sont pas fiables, les informations financières qui en découlent ne le sont pas non plus.

En 2019, l'implémentation du système d'information (système JDE) est en cours. Bien que ce système inclue le traitement des immobilisations, les éventuelles améliorations n'influent pas encore sur la fiabilité de la situation financière de l'exercice 2018.

2 Ventes / clients

Le système d'information ainsi que le système de contrôle actuel n'assurent pas la disponibilité d'informations de qualité. Les traitements mensuels sur les ventes s'effectuent à partir d'une base de données clientèle non fiable. Cette défaillance du système d'information et de contrôle se manifeste par :

- Une base de données client non mise à jour, marquée au niveau de la comptabilité, par la persistance des soldes constituants les comptes 419 « Avances Clients », notamment les comptes « Encaissements ADM à affecter », « Encaissements non affectés S/ Clients Consommation », « Encaissements non affectés v2 ».
- le manquement aux obligations de suivi et de contrôle dans les processus de facturation : traitement des IBANORS (anomalies compteurs).
- la difficulté de mise en œuvre des procédures de recouvrement (compteurs non coupés alors que des retards de paiement ou non-paiement par le client sont constatés).



MAZARS FIVOARANA, SARL

- la divergence entre données commerciales et comptables (insuffisance d'intégration et centralisation des données).

En conséquence, des anomalies continuent de persister sur les créances et sur les ventes :

- Ecart de 50,95 Milliards Ariary entre le solde comptable des créances clients privés (158,96 Milliards Ariary) et la balance âgée (108,01 Milliards Ariary) au 31 décembre 2018.

Impayés brut	Solde au 31/12/2018
Clients particulier comptabilité (1)	158 959 635 846
Clients partiuliers suivant balance âgée DPCOM (2)	108 011 774 636
Ecart (1)-(2)	50 947 861 210

- Sous-évaluation des pertes de valeur des créances anciennes, estimée à 37 Milliards Ariary pour 2018 contre 31 Milliards Ariary pour 2017.

Libellé	Au 31/12/2018	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Créances cumulées antérieures à 2018 (hors ADM) sur rapport d'activité DPCOM (i)	42 327 710 871	56 444 110 029	53 413 230 164
Pertes de valeur constituées s/ comptabilité N (ii)	4 846 983 886	24 836 990 219	24 553 214 369
Créances estimées comme étant non couvertes par les pertes de valeur (iii=i-ii)	37 480 726 985	31 607 119 810	28 860 015 795

- Ecart de 18,14 Milliards Ariary entre le montant des clients en contentieux de la Direction Commerciale (23,9 Milliards Ariary) et le solde comptable (5,7 Milliards Ariary).

Libellé		Montant au 31/12/2018
Sur état suivi client contentieux DPCOMM	A	23 888 128 258
Sur comptabilité	B	5 743 822 031
Ecart	A-B	18 144 306 227

- Ecart de 14,98 Milliards d'Ariary entre le montant des provisions des créances en contentieux de la Direction Commerciale (19,8 Milliards Ariary) et les provisions comptables (4,8 Milliards Ariary) au 31 décembre 2018.

Libellé		Montant au 31/12/2018
Sur état base de provision des créances contentieuses DPCOMM	A	19 824 615 318
Provisions comptabilisées	B	4 846 983 886
Ecart	A-B	14 977 631 432

- Diverses anomalies au niveau du Portefeuille (créances anciennes, consommation non facturée, persistance des impayés, etc.).
- Virement en perte des créances douteuses d'un montant total de 15,7 Milliards Ariary non appuyé par des pièces justificatives.

- Persistance des soldes des comptes 419. En effet, le solde global de ces comptes a augmenté de 28% en 2018, allant de 4,8 Milliards Ariary à fin 2017 à 6,2 Milliards Ariary.

(Montant en Millions Ariary)

Libellé compte	2018	2017	2016
Clients participation à reverser	289	281	295
Double règlement reçus des clients	1 299	1 297	1 307
Avances sur travaux	353	320	561
Avances sur factures de consommation	8	13	15
Encaissement non affectés s/ clients	46	51	37
Encaissement ADM à affecter	777	738	1 909
Encaissements clients ordinaires	-97	-97	689
Encaissements non affectés V2	3 595	2 267	4 694
Total	6 270	4 870	9 507

3 Stocks

Les procédures sur la gestion des stocks (gestion des entrées/sorties, inventaires, valorisations, traitement des écarts...) présentent des lacunes ou des faiblesses ou des dysfonctionnements entraînant ainsi des anomalies sur les informations dans les systèmes :

- L'absence de justification d'un certain nombre d'écarts constatés entre la situation théorique et les résultats d'inventaire des stocks de fin de période. Ces écarts constituent des consommations anormales au niveau du compte de résultat :

Libellé	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017	Montant au 31/12/2016	Montant au 31/12/2015
Ecart total d'inventaire	3 173 152 972	2 106 213 605,99	2 764 013 408,77	2 064 259 440
Ecart non justifié	197 177 989	879 605 413,24	310 810 980,21	1 142 062 900
<i>Dont</i>				
<i>Ecart négatif¹ non expliqué</i>	178 431 471	777 844 488,44	273 108 716,19	930 122 961
<i>Ecart positif² non expliqué</i>	18 746 518	101 760 924,80	37 702 264,02	211 939 939
Ecart non justifié en pourcentage	6,21%	41,76%	11%	55%

- Des anomalies ont été identifiées sur le système JDE :
 - Le système autorise des stocks négatifs ainsi que des sorties même si les stocks sont négatifs.
 - Il existe de calcul erroné sur les mouvements de stocks (les entrées en stocks sont considérées comme des sorties).

¹ Ecart négatif : Stock inventorié < Stock théorique

² Ecart positif : Stock inventorié > Stock théorique

4 Compte courant de l'Etat et subvention d'exploitation

La JIRAMA a viré en subvention d'exploitation, sans qu'il y ait eu formalisation de l'Etat :

- En report à nouveau, pour un total de 202 709 928 887,28 Ariary :
 - Convention d'apport en compte courant signée entre la JIRAMA et l'Etat en date du 09 février 2012, pour un montant de 10 Milliards Ariary.
 - Fonds de garantie AGGREKO déposé par l'Etat (le Trésor) auprès de la BOA, pour un montant de 4,83 Milliards Ariary, contrevalueur en 2011 des 2,25 millions USD
 - Paiements relatifs aux protocoles d'accord tripartites signés entre JIRAMA, l'Etat (Ministère des Finances et du Budget) et les prestataires (pétroliers, les loueurs de groupes et producteurs indépendants), pour 187 872 428 887,28 Ariary.
- En subvention d'exploitation de l'exercice pour 315 489 759 561,19 Ariary :
 - Paiements relatifs aux protocoles d'accord tripartites signés entre JIRAMA, l'Etat (Ministère des Finances et du Budget) et les prestataires (pétroliers, les loueurs de groupes et producteurs indépendants).

5 Fournisseurs

Les comptes fournisseurs présentent des incertitudes :

- Des notes de débits sur les frais de location groupes émises par la JIRAMA n'ont pas été validées.
- Sur les 61 demandes de confirmation de solde, 4 réponses ont été reçues et les réponses reçues font ressortir des écarts non expliqués.
- Les comptes « avances de fonds » présentent des soldes qui persistent depuis plusieurs exercices et restent non justifiés en fin de période.

Compte	Libellé	Montant antérieur à 2018 (a)	Montant 2018 (b)	Solde au 31/12/2018 (c)=(a)+(b)
541002 reclassé en 409100 en fin d'année	Avance caisse administration	363 565 105,44	444 334 380,05	807 899 485,49
541005 reclassé en 409100 en fin d'année	Avance de caisse dfin compta	256 807 330,31	531 584 471,34	788 391 801,65

6 Personnel

Des écarts sont constatés entre les données reçues de la Direction des Ressources Humaines et la balance générale au 31 décembre 2018.

Libelles	Direction des Ressources Humaines (1)	Balance générale au 31/12/2018 (2)	Ecart (1)-(2)
641101 salaires et appointements non cadres	22 655 793 260,25	31 639 843 496,82	(8 984 050 236,57)
641100 salaires et appointements cadres	16 268 139 046,60	4 613 284 043,44	11 654 855 003,16
Total	38 923 932 306,85	36 253 127 540,26	2 670 804 766,59

7 Fraudes avérées

La lettre d'affirmation de la Direction fait mention notamment de cas de détournements ou de fraudes (ISA 240) identifiés au cours de 2018 pour 40 265 336 Ariary pour lesquels les mesures disciplinaires ont été prises.

8 Continuité d'exploitation

En complément du rapport spécial d'alerte sur la continuité d'exploitation émis en Juillet 2012, le Commissaire aux comptes a systématiquement soulevé dans son opinion sur les états financiers arrêtés aux 31 décembre 2010 à 2017, que la capacité de la JIRAMA à poursuivre son exploitation est compromise au regard de la loi 2003-036 sur les sociétés commerciales (articles 171 à 175 et 685). Les indicateurs financiers sont négatifs, les pertes cumulées dépassent la moitié du capital social et l'ensemble des informations financières présente des incertitudes significatives.

Aux termes de l'exercice 2018, l'évolution des données financières au cours des trois dernières années se présente comme suit :

Montant en milliards Ariary

Rubrique	2018	2017	2016
Résultat brut avant impôts	-310	-81	-209
Fonds de roulement	-338	-242	-482
Besoin en fonds de roulement	-377	-273	-505
Trésorerie nette	39	31	22

Montant en milliards Ariary

Rubrique	2018	2017	2016
Capital social (émis et non libéré pour 50 Mds)	52	52	52
1/2 capital social calculé	26	26	26
Pertes cumulées	-688	-577	-776
Capitaux propres	-636	-525	-724

Les consommations de l'année 2018 (1 258 Milliards Ariary) dépassant largement les chiffres d'affaires (752 Milliards Ariary), d'où une valeur ajoutée négative (- 456 Milliards Ariary). La société JIRAMA vend ainsi à perte ses produits (électricité et eau). L'EBE (-272 Milliards Ariary) ou le flux de trésorerie potentielle dégagé par l'exploitation est aussi négatif. Les autres charges d'exploitation font diminuer davantage le résultat.

Montant en milliards Ariary

Rubrique	2018	2017	2016
Production de l'exercice	802	650	556
Chiffre d'affaires	752	607	530
Production immobilisée	49	43	26
Consommations de l'exercice	1 258	1 021	850
VAE (Valeur Ajoutée d'Exploitation)	-456	-371	-294
VAE/Production	-57%	-57%	-53%

La JIRAMA continue de ne pas être en mesure de faire face à ses engagements vis-à-vis de ses partenaires et fournisseurs. Elle est virtuellement en état de cessation de paiement, en dépit de l'appui apporté par l'Etat en tant qu'actionnaire dans le cadre des protocoles d'accord tripartite.

Autres informations

a. Mise en harmonie des statuts juridiques de la JIRAMA

La loi n°2014-014 du 6 août 2014, relative aux sociétés commerciales à participation publique, stipule les dispositions suivantes :

- Obligation d'établissement des statuts par acte notarié ou acte sous seing privé (article 7) et non plus par acte réglementaire (ordonnance ou décret).
- Les sociétés à participation publique constituées antérieurement à la date de publication de la présente loi sont tenues de mettre leurs statuts en harmonie avec les dispositions de la présente loi, dans un délai de six (06) mois à compter de sa publication, soit à compter d'août 2014.

Le Commissaire aux comptes attire l'attention du Conseil d'administration et de la Direction Générale que les statuts de la JIRAMA datant de 17 octobre 1975 suivant ordonnance n°75-024 n'ont pas encore été mis en harmonie, conformément aux dispositions de la loi n°2014-014.

b. Capital social non libéré

Le Commissaire aux comptes attire l'attention du Conseil d'administration et de la Direction Générale que sur les 52 Milliards Ariary du Capital social de la JIRAMA, 50 Milliards Ariary est resté non libéré.

c. Rapport de gestion

Conformément aux dispositions de l'article 131 de la loi sur les sociétés commerciales, le Commissaire aux comptes a l'obligation de vérifier le **rapport de gestion** de la société. Néanmoins, au stade actuel, le rapport de gestion de la JIRAMA au titre de l'exercice 2018 n'étant pas à notre disposition, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la cohérence entre les informations financières contenues dans celui-ci et celles des états financiers.

d. Evénements postérieurs à la clôture

Nous attirons l'attention de la Direction sur le paragraphe 324. Evénements postérieurs à la clôture, qui décrit les modifications des membres de la Gouvernance (Conseil d'Administration et Direction Générale) de la JIRAMA depuis Février 2019 jusqu'à la date de signature du présent rapport d'audit. Nous confirmons que les réunions successives du Conseil d'Administration en 2019 n'ont pas modifié les états financiers arrêtés au 31 décembre 2018.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément, conformément au conformément au Plan Comptable Général 2005 (PCG 2005), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos responsabilités consistent à réaliser un audit des états financiers conformément aux Normes internationales d'audit et à délivrer un rapport d'audit. Toutefois, en raison des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'impossibilité d'exprimer une opinion », nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder une opinion d'audit sur ces états financiers

Nous sommes indépendants de la JIRAMA conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers à Madagascar et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Antananarivo, le 04 décembre 2019

David RABENORO
Partner, MazarsFivoarana



Alain RAHOBISOA
Partner, MazarsFivoarana

12. RAPPORT SPECIAL

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

Nous vous présentons notre Rapport Spécial conformément aux dispositions de la loi n°2003-036 du 30 janvier 2004 sur les sociétés commerciales relatives aux conventions réglementées (articles 464 à 474), aux conventions interdites (article 480) et aux rémunérations exceptionnelles versées aux membres du Conseil d'Administration (articles 457 et 458).

i. Conventions réglementées

Il s'agit des conventions conclues entre la société et l'un de ses Administrateurs, Directeur Général ou Directeurs Généraux Adjoints devant être soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration. Cette autorisation n'est pas nécessaire lorsque les conventions portent sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

Suivant sa lettre du 04 septembre 2019 des protocoles d'accord tripartites signés entre JIRAMA, l'Etat (Ministère des Finances et du Budget) et les prestataires (pétroliers, les loueurs de groupes et producteurs indépendants) :

- AF POWER
- AGGREKO
- AKSAF POWER
- ENELEC
- FIRST ENERGY
- GALANA
- HENRI FRAISE
- HYDELEC
- JOVENA TAC
- JOVENNA
- SYMBION POWER
- TOTAL MADAGASCAR
- VIVO ENERGIE

ii. Conventions interdites

Elles font interdiction aux Administrateurs, Directeur Général, Directeurs Généraux Adjoints ainsi qu'à leurs conjoints, ascendants ou descendants et aux autres personnes interposées de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Il convient de rappeler que cette interdiction ne s'applique pas à des opérations courantes de la société.

En ce qui concerne les **conventions interdites**, nous n'avons pas de remarque particulière sur le respect des dispositions de la loi sur les sociétés commerciales (inexistence de conventions interdites confirmée par la lettre d'affirmation).

MAZARS FIVOARANA, SARL

Founding partner : RABENORO Raymond, Expert Comptable et Financier

Managing partner : DAUPHINE Bruno, Expert Comptable et Financier

Partners :

- RAHOBISOA Alain, Expert Comptable et Financier
- RABENORO David, Expert Comptable et Financier, Diplômé de 3^{ème} cycle en informatique
- RANDRIANARISOA Frédéric, Expert Comptable et Financier
- RAKOTOARIVONY Mamilolona, Expert Comptable et Financier
- RAZAFINDRAMANANA Domohina, Expert Comptable et Financier
- ANDRIANARIVELO Faliniaina, Expert Comptable et Financier

Directors :

- RAZAKANDRAINA Célestin, Expert Comptable et Financier
- RANAIVOSON Parfait Willy, Expert Comptable et Financier stagiaire
- RABEMANANTSOA Eric, Diplôme de Master II en Comptabilité, Audit et Contrôle
- HAJARIVONY Lora Elmira, Expert Comptable et Financier

iii. Rémunérations exceptionnelles et divers frais alloués aux Administrateurs

Ces paiements doivent être soumis à l'autorisation du Conseil d'Administration.

Concernant l'allocation de rémunérations exceptionnelles pour des missions et mandats confiés aux Administrateurs ou remboursement de frais de voyage, déplacements et dépenses engagées dans l'intérêt de la société, nous avons été avisés par lettre en date du 04 septembre 2019 des avantages et rémunérations alloués aux administrateurs pour l'exercice 2018 pour 341 846 052 Ariary. Ces dépenses ne présentent pas de caractère exceptionnel au sens de la loi.

Antananarivo, le 04 décembre 2019



David RABENORO
Partner, MazarsFivoarana



Alain RAHOBISOA
Partner, MazarsFivoarana

2. ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

21. BILAN AU 31 DECEMBRE 2018

POSTES D'ACTIF		Exercice 2018			Exercice 2017 Montants nets
		Montants Bruts	Amortissement. provisions	Montants nets	
ACTIFS NON COURANTS					
Ecart d'acquisition (Ou goodwill)		-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	1	2 991 986 572,30	2 439 680 090,25	552 306 482,05	495 510 224,83
Frais de développement immobilier		-	-	-	-
Concession, brevets, licences, logiciels ...		2 991 986 572,30	2 439 680 090,25	552 306 482,05	495 510 224,83
Autres		-	-	-	-
Immobilisations corporelles	1	60 066 458 165,47	49 710 983 148,30	10 355 475 017,17	10 848 222 819,90
Terrains		1 921 044 196,20		1 921 044 196,20	1 921 044 196,20
Agencement-Amenagement-Installation		5 758 670 216,95	4 952 332 301,29	806 337 915,66	980 290 761,10
Constructions		5 972 185 159,88	5 972 059 556,63	125 603,25	25 042 328,53
Installation technique		-	-	-	-
Matériel de transport		15 728 953 099,65	13 452 468 784,77	2 276 484 314,88	2 275 941 128,38
Autres		30 685 605 492,79	25 334 122 505,61	5 351 482 987,18	5 645 904 405,69
Immobilisations mis en concession	1	723 512 080 321,17	-	723 512 080 321,17	690 237 361 884,13
Immobilisations en cours	1	100 590 585 086,90	-	100 590 585 086,90	61 520 134 487,56
Immobilisations financières	1	174 714 118,33	39 645 410,00	135 068 708,33	27 900 740,33
Titres mis en équivalence		28 906 000,00	26 831 000,00	2 075 000,00	2 075 000,00
Autres participations et créances rattachées		-	-	-	-
Autres titres immobilisés		-	-	-	-
Prêts et autres immobilisations financières		145 808 118,33	12 814 410,00	132 993 708,33	25 825 740,33
Impôts différés actif non courants		-	-	-	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		887 335 824 264,17	52 190 308 648,55	835 145 515 615,62	763 129 130 156,75
ACTIFS COURANTS					
Stocks et en cours	2	70 058 242 782,08	3 343 594 490,00	66 714 648 292,08	44 785 452 335,01
Matières et fournitures consommables		65 944 453 718,93	3 343 594 490,00	62 600 859 228,93	40 558 311 976,19
En cours de production		3 312 821 965,15		3 312 821 965,15	3 426 173 260,82
Produits finis		-	-	-	-
Marchandises à l'extérieur		800 967 098,00		800 967 098,00	800 967 098,00
Créances et emplois assimilés	3	1 010 328 566 965,38	10 919 526 258,40	999 409 040 706,98	793 354 244 226,82
Clients et comptes rattachés	03a	429 605 876 384,23	4 846 983 886,00	424 758 892 498,23	342 318 556 209,11
Autres créances et actifs assimilés	03b	580 722 690 581,15	6 072 542 372,40	574 650 148 208,75	451 035 688 017,71
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	39 281 444 775,23	-	39 281 444 775,23	30 504 344 055,02
Placements et autres équivalents de trésorerie		308 000 000,00		308 000 000,00	308 000 000,00
Trésorerie (fonds encaisse et dépôts à vue)		38 973 444 775,23		38 973 444 775,23	30 196 344 055,02
TOTAL ACTIFS COURANTS		1 119 668 254 522,69	14 263 120 748,40	1 105 405 133 774,29	868 644 040 616,85
TOTAL DES ACTIFS		2 007 004 078 786,86	66 453 429 396,95	1 940 550 649 389,91	1 631 773 170 773,60

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		Exercice 2018	Exercice 2017
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis		2 000 000 000,00	2 000 000 000,00
Capital non libéré		50 000 000 000,00	50 000 000 000,00
Compte de l'exploitant		-	-
Primes et réserves consolidées		10 080 000,00	10 080 000,00
Ecart d'évaluation		-	-
Ecart d'équivalence		-	-
Résultat net		-314 059 956 007,42	-85 060 573 437,60
Autres capitaux propres : report à nouveau		-374 122 381 222,91	-491 771 736 672,29
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	5	-636 172 257 230,33	-524 822 230 109,89
PASSIFS NON-COURANTS			
Produits différés : subventions d'investissement	6	714 747 648 739,34	630 809 124 127,58
Impôts différés	7	4 329 760 245,47	4 329 760 245,47
Emprunts et dettes financières	8	105 201 835 830,98	100 076 506 488,07
Provisions et produits constatés d'avance	9	308 674 825 207,97	310 724 940 980,79
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		1 132 954 070 023,76	1 045 940 331 841,91
PASSIFS COURANTS			
Dettes court terme - partie court terme de dettes long terme	10a	26 631 980 168,16	20 275 156 881,88
Fournisseurs et comptes rattachés	10b	1 410 589 585 821,22	1 085 585 347 353,20
Provisions et produits constatés d'avance -passifs courants		6 547 270 607,10	4 794 564 806,50
Autres dettes		-	-
Comptes de trésorerie (découverts bancaires)		-	-
TOTAL PASSIFS COURANTS		1 443 768 836 596,48	1 110 655 069 041,58
TOTAL DES PASSIFS		1 940 550 649 389,91	1 631 773 170 773,60

22. COMPTE DE RESULTAT

		Exercice 2018	Exercice 2017
Chiffre d'affaires	11a	752 261 542 380,11	606 850 265 014,39
Production stockée			-
Production immobilisée	11b	49 424 663 634,45	42 674 929 095,28
I- PRODUCTION DE L'EXERCICE	11	801 686 206 014,56	649 525 194 109,67
Achats consommés	12a	1 002 921 599 179,27	787 852 820 856,81
Services extérieurs et autres consommations	12b	255 203 910 234,91	233 140 390 808,69
II- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE	12	1 258 125 509 414,18	1 020 993 211 665,50
III- VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION		-456 439 303 399,62	-371 468 017 555,83
Subvention		315 489 759 861,19	447 331 958 516,39
Impôts et taxes et versements assimilés	13	-20 857 931 375,93	-13 397 168 844,08
Charges de personnel	14	-110 709 542 257,24	-90 766 539 186,10
IV- EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		-272 517 017 171,60	-28 299 767 069,62
+ Autres produits opérationnels	15	37 546 942 658,24	25 785 212 301,46
+ Reprises sur provisions et pertes de valeurs	16	56 821 304 369,87	30 010 954 889,97
- Autres charges opérationnelles		-23 840 622 652,28	-8 347 320 085,39
- Dotations aux amortissements / provisions et pertes de valeurs	17	-82 687 317 332,48	-97 492 035 217,07
V- RESULTAT OPERATIONNEL		-284 676 710 128,25	-78 342 955 180,65
Produits financiers	18	451 983 373,70	4 390 139 380,20
Charges financières	19	-26 073 821 540,97	-6 645 703 456,19
VI- RESULTAT FINANCIER		-25 621 838 167,27	-2 255 564 075,99
VII- RESULTAT AVANT IMPOTS		-310 298 548 295,52	-80 598 519 256,64
Impôts exigibles sur résultats		-3 761 407 711,90	-3 034 351 325,07
Impôts différés (Variations)		-	-1 427 702 855,89
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		1 211 996 196 277,56	1 157 043 459 197,69
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		1 526 056 152 284,98	1 242 104 032 635,29
VIII- RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		-314 059 956 007,42	-85 060 573 437,60
Eléments extraordinaires (produits)		-	-
Eléments extraordinaires (charges)		-	-
IX- RESULTAT EXTRAORDINAIRE		-	-
X- RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-314 059 956 007,42	-85 060 573 437,60

23. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (METHODE INDIRECTE) AU 31 DECEMBRE 2018

	Exercice 2018	Exercice 2017
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net de l'exercice	-314 059 956 007,42	-85 060 573 437,60
Ajustements pour :		
+ Amortissements et provisions	226 907 890 119,20	283 375 641 313,55
+ Variation des impôts différés	0,00	1 362 202 613,50
- Variation des stocks	-23 069 032 891,07	-265 267 569,38
- Variation des clients et autres créances	-186 105 055 482,35	-140 459 328 134,17
+ Variation des fournisseurs et autres dettes	325 723 348 735,27	-97 071 119 878,14
- Plus ou moins-values de cession, nettes d'impôts	-	-
Flux de trésorerie générés par l'activité (A)	29 397 194 473,63	-38 118 445 092,24
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements sur acquis ⁹ d'immobilisations corporelles ou incorporelles	-86 069 706 024,27	-77 346 038 570,72
Encaissements sur cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles	52 933 864 108,32	129 912 357 439,92
Incidences des variations de paramètres de consolidation (1)	-	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-33 135 841 915,95	52 566 318 869,20
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires	-	-
Augmentation de capital en numéraire	-	-
Emission d'emprunt	15 910 374 923,94	-389 280 665,71
Remboursement d'emprunt	-3 394 626 761,41	-5 794 380 000,00
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	12 515 748 162,53	-6 183 660 665,71
Variation de trésorerie de la période (A + B + C)	8 777 100 720,21	8 264 213 111,25
Trésorerie d'ouverture	30 504 344 055,02	22 240 130 943,77
Trésorerie de clôture	38 973 444 775,23	30 196 344 055,02
Incidence des variations de cours des devises	-	-
Titre de placement	308 000 000,00	308 000 000,00
Découvert bancaire	-	-
Variation de trésorerie	8 777 100 720,21	8 264 213 111,25

24. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2018

	Capital social	Réserves & Cpte exploitant	Résultat & RAN	Total
Solde au 31 Décembre 2016	52 000 000 000,00	10 080 000,00	-776 912 307 851,72	-724 902 227 851,71
Changement de méthode comptable	-	-	-	-
Correction d'erreurs	-	-	-	-
Autres produits & charges	-	-	285 140 571 179,43	285 140 571 179,43
Affectation du résultat 2016	-	-	-	-
Opérations en capital	-	-	-	-
Résultat net exercice 2017	-	-	-85 060 573 437,60	-85 060 573 437,60
Solde au 31 Décembre 2017	52 000 000 000,00	10 080 000,00	-576 832 310 109,89	-524 822 230 109,89
Changement de méthode comptable	-	-	-	-
Correction d'erreurs	-	-	-	-
Autres produits & charges	-	-	202 709 928 886,98	202 709 928 886,98
Affectation du résultat 2017	-	-	-	-
Opérations en capital	-	-	-	-
Résultat net exercice 2018	-	-	-314 059 956 007,42	-314 059 956 007,42
Solde au 31 Décembre 2018	52 000 000 000,00	10 080 000,00	-688 182 337 230,33	-636 172 257 230,33

**3. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**
(Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en Ariary)

31. PRINCIPES COMPTABLES, METHODES DE PRESENTATION ET REGLES D'ÉVALUATION

311. Principes comptables

Les principes comptables appliqués par la JIRAMA sont conformes à ceux préconisés par le Plan Comptable Général Malgache de 2005 (PCG 2005) à savoir : indépendance des exercices, importance relative, prudence, permanence des méthodes, coût historique, intangibilité du bilan d'ouverture, non compensation, prééminence de la réalité sur l'apparence.

312. Méthodes de présentation

Comme l'année précédente, les états financiers sont présentés selon les modèles préconisés par le Plan Comptable Général 2005.

313. Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation utilisées sont conformes à celles préconisées par le Plan Comptable Général Malgache de 2005.

Néanmoins, pour une meilleure lecture des états financiers, nous récapitulons ci-après les règles d'évaluation des principaux postes :

a. Immobilisations

Les immobilisations du domaine privé sont valorisées à leur coût d'acquisition et/ou de création.

Les amortissements sont calculés sur la valeur des biens d'après la durée de vie normale des immobilisations et suivant la méthode linéaire :

- 3, 4 ans pour les immobilisations incorporelles ;
- 20 ans pour les constructions ;
- 20 ans pour le matériel de production ;
- 4, 5 ans pour le matériel de transport et levage ;
- 10 ans pour les agencements, aménagements, installations ;
- 10 ans pour le matériel et mobilier de bureau ;
- 10 ans pour le matériel et outillage ;
- 4 ans pour le matériel informatique.

Les immobilisations du domaine concédé sont valorisées à leur coût d'acquisition et/ou à leur coût de production ou de réalisation.

Les provisions pour renouvellement sont constituées pour 4,5% de la valeur brute des immobilisations.

Les amortissements de caducité sont calculés sur la base de la valeur brute et calculés de la manière suivante :

- 1/14 : pour Antananarivo,
- 1/15 : Ambohimambola, Mandraka, Ankazobe, Miarinarivo et Tsiacompaniry
- 1/38 : Andekaleka,
- 6% : pour les autres sites

Ces méthodes de calcul sont celles pratiquées depuis la date de création de la JIRAMA, et ceci par principe de permanence des méthodes, elles ont été appliquées pour l'exercice 2018.

b. Stocks et en cours

Les sorties ainsi que les stocks de fin d'exercice sont valorisés suivant le système du prix unitaire moyen pondéré (PUMP).

En 2018, les taux de provision des stocks dormants sont :

- stocks de 1981 à 1996 provisionnés à 40% ;
- Stocks de 1997 à 2001 provisionnés à 30% ;
- Stocks de 2002 à 2006 provisionnés à 25% ;
- Stocks de 2007 à 2014 provisionnés à 5% ;
- Stocks de 2015 à 2018 provisionnés à 5%.

c. Créances et dettes

Les créances sont évaluées selon l'utilité et les motifs qui ont prévalu lors de l'acquisition ou du changement de destination de celles-ci.

Par ailleurs, la distinction entre le caractère courant et non courant des créances et dettes a été respectée.

Les dettes sont évaluées au montant le plus élevé entre la valeur historique et celle de fin d'exercice.

A la date des transactions, les créances et les dettes libellées en devises sont converties en Ariary, au taux de change en vigueur.

Les écarts constatés lors des encaissements ou paiements sont enregistrés en profits ou pertes de change.

Les créances et dettes libellées en devises sont évaluées au taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

d. Emprunts

Les emprunts inscrits au passif du bilan sont comptabilisés à leur coût historique. A la date de clôture, les emprunts sont convertis en Ariary au taux de change en vigueur. Les différences de change sont directement portées en gain ou en perte de change suivant l'amélioration ou la détérioration de la monnaie locale.

Par ailleurs, lors de la réunion avec la communauté des bailleurs de fonds en Janvier 2006 suivant le plan de redressement financier de la JIRAMA, il a été convenu de geler la totalité des intérêts courus des exercices 2005 et 2006, pour les emprunts contractés avant ces périodes.

32. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES POSTES DES ETATS FINANCIERS

321. Note sur les événements significatifs de l'exercice

Les principaux faits marquants de l'exercice ayant pu avoir un impact direct ou indirect sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2018 de JIRAMA sont les suivants :

a. Aspect ressources humaines et organisationnel

Hausse de 10% des salaires bruts à partir de juillet 2018, suite à l'application de la loi de finances

b. Aspect investissement

Rubriques	Domaine privé	Domaine concédé
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	429 817 105,71	33 429 564 740,75
Cession ou mise rebut d'immobilisations corporelles	1 565 473 078,42	154 846 303,70
Acquisition des immobilisations en cours	46 065 124 874,90	

Les principales acquisitions de l'exercice sont indiquées ci-après :

▪ Domaine concédé :

	Montant (Ar)
Alimentation en eau potable et branchement eau	3 412 316 190,72
Alimentation en énergie et branchement électricité	17 047 478 618,65
Acquisitions transfos, compteurs, disjoncteurs	1 950 291 362,63
Acquisition groupes électropompes et compteurs eau	395 971 574,01
Projet de construction nouveau système AEP zone sud tana	3 873 351 119,94
Construction des travaux de génie civil d'un flocculateur et filtre bicouche a 900 m3/h	1 965 150 258,37
Projet inst CTH 40mw Antanandrano af power	2 088 185 261,66
Projet d'extension de groupes mobiles d'AGGREKO de 20 MW a la centrale d'Ambohimambola CTA 1	1 416 655 981,10

▪ Domaine privé

	Montant (Ar)
13 motos	49 628 110,00
upgrade services et des logiciels du network operating center (NOC)	59 061 100,00

▪ Immobilisations en cours :

	Montant (Ar)
PAGOSE : travaux de substitution de l'utilisation du gasoil par du fuel lourd dans la production de l'électricité de la CTH Mahajanga	948 762 319,96
PAGOSE : travaux substitution Gas oil par fuel oil dans la production Elec Cth Diego/Tmve	543 369 688,93
PAGOSE : programme de protection des revenus (PPR) de la JIRAMA-fourniture, installation et mise en exploitation d'un système de comptage	1 141 311 639,58
PAGOSE : travaux de substitution de l'utilisation du gasoil par du fuel lourd dans la production de l'électricité de la CTH Toliary	1 118 703 796,04
Installation du quatrième groupe de la CHE d'Andekaleka: maitrise œuvre du projet	3 104 724 818 ,53
Fournitures des matériels des lignes et poste pour les réseaux de distribution électrique de la JIRAMA-contrat avec REXEL (projet PAGOSE)	15 096 296 145,63
Incorporation de système d'informations SIG/SIG du projet PAGOSE	3 501 656 989,62
Fourniture de matériels et équipements de la JIRAMA -fourniture de support en béton projet PAGOSE	6 779 121 433,05
Fournitures, installations et mise en exploitation, clé en main de l'infrastructure matérielle du network operating center (noc) et du core network de la JIRAMA-PAGOSE	3 050 161 619,84
Passage en 20kv des réseaux 5,5kv d'Antsirana-projet pic 2	1 172 879 513,35
Réhabilitation des réseaux de distribution de la JIRAMA. fournitures de matériels et équipements lot n°2 support en bois-PAGOSE	2 414 778 668,96

c. Aspect comptable et financier

Dans le cadre des opérations de la JIRAMA avec l'Etat, les paiements des pétroliers, des prestataires de fournitures d'énergie et loueurs de groupes par l'Etat pour le compte de la JIRAMA ont commencé en 2012 et continuent en 2018 après la mise en place des protocoles d'accord tripartite entre l'ETAT, la JIRAMA, les Pétroliers et les prestataires.

A fin 2018, le montant total des dettes fournisseurs payées par l'Etat s'élève à 518 Milliards Ariary : 315 Milliards correspondant aux subventions d'exploitation de l'exercice 2018 et 203 Milliards à celles de 2017.

322. Bilan**Note 01. Immobilisations et amortissements****a. Immobilisations**

Rubriques	Montant au	Mouvement de l'exercice 2018		Montant au
	31/12/2017	Acquisition	Désinvestissement	31/12/2018
Immobilisations Incorporelles	2 896 642 372,30	95 344 200,00	-	2 991 986 572,30
Frais d'établissement	2 896 642 372,30	95 344 200,00	-	2 991 986 572,30
Immobilisations Corporelles	61 297 458 338,18	334 472 905,71	-1 565 473 078,42	60 066 458 165,47
Terrain	1 921 044 196,20	-	-	1 921 044 196,20
Constructions	5 972 185 159,88	-	-	5 972 185 159,88
Matériels et outillages	13 150 858 810,53	164 499 746,49	-976 289,40	13 314 382 267,62
Matériels de transport	17 162 866 294,37	49 628 110,00	-1 483 541 304,72	15 728 953 099,65
MMB et matériels informatiques	17 333 833 660,25	118 345 049,22	-80 955 484,30	17 371 223 225,17
Agencement, aménagement, Installation	5 756 670 216,95	2 000 000,00	-	5 758 670 216,95
Immobilisations du domaine concède	690 237 361884,12	33 429 564 740,75	-154 846 303,70	723 512 080321,19
Immobilisations en cours	61 520 134 487,56	46 065 124 874,90	-6 994 674 275,56	100 590 585 086,90
Immobilisations financières	67 546 150,33	188 801 231,34	-431 061 500,00	174 714 118,33
Titres de participation	28 906 000,00	-	-	28 906 000,00
Dépôts et cautionnements	25 626 873,33	3 129 000,00	-	28 755 873,33
Prêts divers	13 013 277,00	185 672 231,34	-431 061 500,00	117 052 245,00
Total	816 019 143 232,50	80 113 307 952,70	-9 146 055 157,68	887 335 824 264,17

Les désinvestissements des immobilisations du domaine concédé d'un montant de 154 846 303,70 Ar et ceux des immobilisations du domaine privé des immobilisations corporelles d'un montant de 1 565 473 078,42 Ar se rapportent essentiellement aux mises au rebut des matériels vétustes.

Les désinvestissements sur immobilisations en cours, d'un montant de 6 994 674 275,56 Ariary représentent des immobilisations en cours en 2017 affectées aux immobilisations terminées en 2018.

Les désinvestissements sur immobilisations en cours reclassés en immobilisations terminés concernent principalement sur :

	Montant (Ar)
AEE FKT IKIANJA ANTANETILAVA CR AMBO	126 471 342,00
Projet d'extension de groupes mobiles	1 416 655 981,10
Acquisition GEP & EQUIP MES NV forages F3 FIN WSUP	174 750 715,14
Construction puits pour mesure urgent	109 203 751,38
AEE HENRI FRAISE .F ET CIE Antoby	54 904 016,00
AEE MADARANCH Toamasina a cote ad	41 890 430,00
AEE Lycée Vohipeno Prom Présidentielle	49 811 547,60
Installation groupe électropompe nouveau puits Fénerive Est	58 727 370,41

Les acquisitions des immobilisations en cours concernent principalement sur :

	Montant (Ar)
Réalisation des travaux de branchement de 23954 clients projet PAGOSE	1 878 647 336,22
Fournitures, installations et mise en exploitation, clé en main de l'infrastructure matérielle de network operating center	3 050 161 619,84
Réhabilitation des réseaux de distribution de la JIRAMA, fournitures de matériels et équipements lot n°2 : support en bois -PAGOSE	2 414 778 668,96
Fournitures de mat et équipements de la JIRAMA-fourniture de support en béton projet PAGOSE	6 779 121 433,05
Incorporation de systèmes d'informations SIG/SIG du projet PAGOSE	3 501 656 989,62
Fournitures des matériels des lignes et poste pour les réseaux de distribution électrique de la JIRAMA-contrat avec rexel (projet PAGOSE)	15 096 296 145,63
Passage en 20kv des réseaux 5,5kv d'Antsirmana-projet PIC 2	1 172 879 513,35

b. Amortissements

Les mouvements d'amortissement/provisions sur les immobilisations au cours de l'exercice 2017 sont récapitulés dans le tableau ci-après :

En Ariary

Rubriques	Montant AU 31/12/2017	Mouvement de l'exercice 2017		Montant au 31/12/2018
		Provision	Reprise	
AMORTISSEMENTS				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 401 132 147,47	38 547 942,78	-	2 439 680 090,25
Frais d'établissement	2 401 132 147,47	38 547 942,78	-	2 401 132 147,47
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50 449 235 518,28	827 220 708,58	-1 565 473 078,42	49 710 983 148,30
Constructions	5 947 142 831,35	24 916 725,28	0.00	5 972 059 556,63
Matériels et outillages	10 909 347 694,05	291 569 724,64	-976 289,40	11 199 941 129,29
Matériels de transport	14 886 925 165,99	49 084 923,58	-1 483 541 304,72	13 452 468 784,77
MMB et matériels informatiques	13 929 440 371,03	285 696 489,63	-80 955 484,30	14 134 181 376,32
Agencement, aménagement, Installation	4 776 379 455,85	175 952 845,45	-	4 952 332 301,29
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	39 645 410,00	-	-	39 645 410,00
Titres de participation	26 831 000,00	-	-	26 831 000,00
Prêts au personnel	12 814 410,00	-	-	12 814 410,00
SOUS TOTAL AMORTISSEMENTS	52 890 013 075,75	865 768 651,36	-1 565 473 078,42	52 190 308 648,55
PROVISIONS				
IMMOBILISATIONS EN COURS	-	-	-	-
SOUS TOTAL PROVISIONS	-	-	-	-
TOTAL	52 890 013 075,75	865 768 651,36	-1 565 473 078,42	52 190 308 648,55

Les reprises d'amortissement en 2018 se rapportent à des immobilisations mises au rebut citées plus haut.

Note 02. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours à fin décembre 2017 se présentent comme suit :

Rubriques	Montant (Ar)
Matières consommables	13 249 823 560,35
Fournitures consommables	52 694 630 158,58
En cours de production	3 312 821 965,15
Marchandises flottantes	800 967 098,00
Total	70 058 242 782,08

Une provision pour dépréciation de stocks d'une valeur de 3 343 594 490,00 Ariary a été constituée à fin décembre 2018.

Note 03. Créances et emplois assimilés**a. Clients et comptes rattachés**

Les clients et comptes rattachés se décomposent comme suit au 31 décembre 2018 :

Rubriques	Montant (Ar)
Client particulier	129 328 901 117,14
Client douteux	5 743 822 031,47
Client relevé de compte	32 691 285 025,73
Client administratif	259 549 411 460,54
Client effet à recevoir	926 660 554,83
Sous total	428 240 080 189,71
Fournisseur débiteur	1 365 796 194,52
Total	429 605 876 384,23

Les provisions sur créances de l'année 2018 s'élève à 4 846 983 886,00 Ariary dont les détails sont présentés ci-après :

- Client particulier : 4 271 150 204,11
- Client relevé : 575 833 681,89

b. autres créances et actifs assimilés

Le détail de cette rubrique se présente comme suit au 31 décembre 2018 :

Rubriques	Montant (ar)
Personnel	633 635 445,50
TVA reportable	573 251 686 607,64
TVA à régulariser	1 272 733,20
Redevances d'entretien routier et Autres impôts	55 857 000,00
Débiteurs divers	6 780 089 461,48
Charges constatées d'avance	128 333,33
TOTAL	580 722 690 581,15

La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) reportable représente le crédit de TVA non encore remboursé par l'Etat.

La TVA à régulariser correspond à la TVA sur factures.

Les débiteurs divers représentent principalement les détournements de fonds d'un montant total de 5 405 348 656,52 Ariary.

Les provisions sur autres créances de l'année 2018 s'élève à 6 072 542 372,40 Ariary et se détaillent comme suit :

Rubriques	Montant (Ar)
Détournement de fonds	5 405 348 656,52
Autres créances	2 095 909,80
Débiteurs divers	665 097 806,08
Total	6 072 542 372,40

Note 04. Trésorerie et équivalents de trésorerie

a. Banques :

Les comptes ouverts au nom de JIRAMA auprès des banques au 31 Décembre 2018 sont les suivants :

Rubriques	Montant (Ar)
Banques	
BMOI	7 004 686 232,37
BOA	2 046 071 015,33
BNI CREDIT AGRICOLE	4 567 103 873,43
BFV-SG	9 704 182 873,43
SMB	638 490 577,68
UCB	518 269 211,40
ACCES BANK	708 105 068,25
BFV/SG - COMPTE DE GARANTIE	-
BOA - COMPTE DE GARANTIE	7 434 690 000,00
COMPTE DE DEPOT RGA-TRESOR	1 297 942 649,96
Sous Total	33 919 541 502,39
Autres	
Banque de fonds	1 885 143 316,38
Chèque à encaisser	392 518 440,97
CCP	353 266 484,20
DAT	308 000 000,00
Fonds BEI et Autres	453 258 374,76
Intérêts courus	-
Sous total	3 392 186 616,31
Total	37 311 728 118,70

b. Caisse : (123 centres et directions centrales)

Le montant total des caisses de tous les centres de la JIRAMA à fin décembre 2018 s'élève à 1 969 716 656,53 Ariary.

Note 05. Capitaux propres

La variation des capitaux propres passant de -524 822 230 109,89 Ar à -636 172 257 230,33 Ar provient du résultat déficitaire de l'exercice 2018 pour -314 059 956 007,42 Ariary ainsi que des autres produits et charges antérieurs pour 202 709 928 886,98 Ariary.

Note 06. Subventions d'équipement reçues

Cette rubrique enregistre :

- les participations reçues des clients suite aux travaux de branchements et d'alimentation en Eau ou en électricité de 140 911 324 127,51 Ariary
- les fonds de travaux de 4 061 486 035,76 Ariary
- les subventions reçues et les amortissements correspondants respectivement de 197 195 095 222,48 et 513 694 539,40 Ariary
- les amortissements de caducité de 373 093 437 892,99 Ariary

Note 07. Impôts différés passifs non courants

Les impôts différés passifs non courants se détaillent comme suit :

Rubrique	période concernée	Montant (Ar)
Intérêts courus sur emprunt	2005	2 209 493 462,04
Ajustement droit de douane	2004	310 949 771,70
Vente antérieure 2006	2005	37 180 006,19
Réajustement charges 2006	2006	409 934 392,04
Subventions relatives aux paiements MFB anté. 2017	2017	1 362 202 613,50
Total		4 329 760 245,47

Note 08. Emprunts et dettes financières :

Les emprunts et dettes financières se détaillent comme suit :

Rubriques	Montant (Ar)
Emprunts	100 775 510 908,96
Compte courant de l'Etat	6 713 063 363,38
Avance sur consommation	14 443 771 383,40
Caution reçue	89 274 355,71
Total	122 021 620 011,45

(i) Emprunts à long, moyen terme et à court terme

Les emprunts à long et moyen termes et à court terme se détaillent comme suit :

Rubriques	Montant (Ar)
Partie à plus d'un an	83 955 726 728,49
Partie à moins d'un an	16 819 784 180,47
Total	100 775 510 908,96

Les mouvements des emprunts au cours de l'exercice 2017 sont présentés dans le tableau qui suit :

Rubriques	Montant au 31/12/2017	Mouvement de l'exercice 2018			Montant au 31/12/2018
		Deblocage	Reclassement	Diff de change	
AFD 3,85 EUR ELEC	3 520 943 379,60	-	-	114 335 046,43	3 635 278 426,03
IDA 4223 MAG CS	4 533 169 683,00	-	-127 294 623,45	326 773 941,33	4 732 649 000,88
IDA 4223 MAG PD	16 539 398 310,35	-	-453 488 893,46	779 169 920,79	16 865 079 337,68
BADEA ENERGIE II	2 292 208 235,35	-	-	170 344 341,01	2 462 552 576,36
BADEA 3E GR ANDEKALEKA	17 775 181 398,48	-	-935 275 930,00	1 250 139 217,03	18 090 044 685,51
OPEC OFID 3E GR AND/KA	10 669 646 595,00	-	1 687 518 114,00	485 453 115,00	12 842 617 824,00
BADEA EAU	11 958 910 850,41	-	-308 554 932,00	848 191 035,26	12 498 546 953,67
KOWEIT FDS 3E GR AND/KA	23 157 688 638,53	-	-859 114 550,00	2 307 830 844,59	24 606 404 933,12
KFW AEP MAJUNGA	42 337 171,71	-	-	-	42 337 171,71
BOA		5 000 000 000,00	-	-	5 000 000 000,00
Total	90 489 484 262,43	5 000 000 000,00	-996 210 814,91	6 282 237 461,44	100 775 510 908,96

Note 09. Provisions et produits constatés d'avance

Cette rubrique enregistre les :

Rubriques	Montant (Ar)
Provisions pour impôts	12 147 820 156,04
Provisions de renouvellement	285 556 984 642,10
Participations des clients sur les travaux en cours	10 817 942 596,58
Provisions pour charges	110 002 488,25
Provisions dégâts cycloniques	42 075 325,00
Total	308 674 825 207,97

Note 10. Passifs courants

a. Dettes à court terme

Il s'agit des emprunts à moins d'un an de 16 819 784 180,47 Ariary et des intérêts courus à payer sur emprunt de 9 812 195 987,69 Ariary à fin 2018.

b. Fournisseurs et comptes rattachés

Cette rubrique enregistre les :

Rubriques	Montant (Ar)
Fournisseurs d'exploitations	945 974 432 501,92
Avances reçues des clients	6 274 158 361,01
Personnel (rémunérations, organismes sanitaires et sociaux)	97 412 520 006,55
Etat (avance reçue de l'état)	87 132 512 455,99
Etat (autres impôts et taxes, IGR ...)	269 889 662 248,53
Associés : Compte courant de l'Etat	-
Créditeurs divers	3 887 790 133,22
Charges à payer	18 510 114,00
Total	1 410 589 585 821,22

323. Compte de résultat

Note 11. Production de l'exercice

a. Chiffres d'affaires

Cette rubrique est constituée essentiellement par les ventes d'électricité et d'eau pour 730 248 165 337,57 Ariary ainsi que des recettes sur travaux et prestations de services pour 22 013 377 042,54 Ariary.

b. Production immobilisée

Ce poste enregistre les productions d'immobilisations du domaine privé de 1 503 254 559,39 Ariary et du domaine concédé de la JIRAMA d'un montant de 47 921 409 075,06 Ariary soit au total 49 424 663 634,45 Ariary.

Les travaux effectués suivants constituent l'essentiel de la production immobilisée :

	Montant (Ar)
Fourniture, installation et mise en exploitation du réseau informatique LAN de chacun de deux centres de données de la JIRAMA et du réseau informatique man/WAN vers les cinq agences et vers les salles de formation	614 646 638,33
Fournitures des matériels pour l'extension du réseau LAN (local area network) des différents sites et bureaux de la JIRAMA afin d'accueillir les 1508 pc du programme SIG/SIG	137 741 664,13
Déploiement SIG/SIG : mise en œuvre déploiement JDE	471 781 727,80
Réhabilitation des réseaux de distribution de la JIRAMA, fournitures de matériels et équipements lot n°2 : support en bois -PAGOSE	2 414 778 668,96
Fournitures, installations et mise en exploitation, cle en main de l'infrastructure matérielle du network operating center (noc)et du core network de la JIRAMA-PAGOSE	3 050 161 619,84
PAGOSE : travaux de substitution de l'utilisation du gasoil par du fuel lourd dans la production de l'électricité de la centrale thermique de Toliary	1 118 703 796,04
Réalisation des travaux de branchements de 23954 clients projet PAGOSE	1 878 647 336,22
Passage en 20kv des réseaux 5,5kv d'Antsirana-projet pic 2	1 172 879 513,35
Fournitures des matériels des lignes et poste pour les réseaux de distribution électrique de la JIRAMA-contrat avec REXEL (projet PAGOSE)	15 096 296 145,63
Incorporation de systèmes d'informations SIG/SIG du projet PAGOSE	3 501 656 989,62
Fourniture de matériels et équipements de la JIRAMA -fourniture de support en béton projet PAGOSE	6 779 121 433,05

Note 12. Consommation de l'exercice

a. Achats consommés

Ce poste se détaille comme suit :

Rubriques	Montant (Ar)
Combustibles, lubrifiants et carburants	485 805 653 074,41
Matériels de production et de distribution électricité et eau	7 120 203 228,26
Electricité, eau et gaz (cession interne et pompage)	46 081 933 879,33
Achat d'énergie	451 115 036 977,39
Pièces détachées pour groupes	1 949 950 755,61
Produits de traitement et analyse Eau	4 022 121 356,67
Autres consommations	25 114 643 654,81
Variation de stocks	-18 287 943 747,21
Total	1 002 921 599 179,27

b. Services extérieurs et autres consommations

Les services extérieurs regroupent principalement les éléments suivants :

Rubriques	Montant (Ar)
Les charges locatives des groupes et des bâtiments	192 891 855 064,53
Les frais de postes et télécommunications	1 829 002 634,88
Frais de missions, hébergements et réceptions	4 046 201 973,82
Frets et transports sur achats	11 600 968 375,47
Travaux et façons pour investissements	22 299 972 152,20
Entretiens et réparations	1 044 268 434,24
Autres	21 491 641 599,77
Total	255 203 910 234,91

Note 13. Impôts et taxes, versements assimilés

Les impôts et taxes sont constitués essentiellement par :

Rubriques	Montant (Ar)
Droits d'importation	1 567 874 577,00
Impôts fonciers sur la propriété bâtie	47 692 643,69
Impôts sur le revenu intermittent AGGREKO, AFL, AKSAF	19 104 231 542,07
Autres	138 132 613,17
Total	20 857 931 375,93

Note 14. Charges de personnel

Il s'agit essentiellement des éléments suivants :

Rubriques	Montant (Ar)
Salaires et assimilés	36 253 127 540,26
Primes et gratifications	35 078 754 112,60
Indemnités et avantages	8 130 670 345,84
Charges sociales	9 980 885 743,57
Congés payés	11 919 784 363,20
Heures supplémentaires	7 597 345 758,38
Autres charges sociales	1 748 974 393,39
Total	110 709 542 257,24

Note 15. Autres produits opérationnels

Les autres produits opérationnels sont constitués principalement par les quotes-parts des subventions.

Pour cette année, on a enregistré une quote-part des subventions virées au compte de résultat pour un montant de 13 032 705 610,06 Ariary.

Note 16. Reprises sur provisions et pertes de valeurs

Les reprises sur provisions s'élèvent à 56 821 304 369,87 Ar. Il s'agit :

- d'une reprise sur provisions se rapportant à des clients toutes catégories pour un montant de 4 846 983 886,00 Ariary et se détaillant comme suit :
 - clients particuliers pour 4 271 150 204,11 Ariary,
 - Clients relevés de comptes pour 575 833 681,89 Ariary,
- d'une reprise sur provision de stocks pour 2 203 757 556,00 Ariary,
- d'une reprise sur provisions de renouvellement des immobilisations concédées pour un montant de 3 012 505 571,97 Ariary.

Note 17. Dotations aux amortissements et pertes de valeurs

Les dotations aux amortissements des immobilisations du domaine privé et du domaine concédé de la période sous revue sont respectivement de 827 220 708,44 Ariary et de 41 032 661 355,40 Ariary.

Les dotations aux provisions correspondent principalement aux provisions de renouvellement des immobilisations concédées pour un montant de 32 558 043 614,86 Ariary, des pertes de valeur sur les clients pour 4 846 983 885,00 Ariary, des pertes de valeur sur stocks pour 3 343 594 490,00 Ariary, des provisions des débiteurs divers pour 40 265 336,00 Ariary.

Note 18. Produits financiers

Les produits financiers pour un montant de 451 983 373,70 Ariary concernent essentiellement par :

- Les gains de change sur conversion les factures en devise pour un montant de 359 392 067,40 Ariary.
- Les gains de change sur emprunt pour un montant de 1 942 219,05 Ar
- Les autres pour un montant de 90 649 087,25 Ariary

Note 19. Charges financières

Les charges financières se chiffrant à 25 852 621 540,97 Ar sont constituées par :

- des intérêts sur emprunts pour un montant de 1 617 829 685,70 Ariary dont :

Rubriques	Montant (Ar)
IDA 4223MAG CS	85 760 439,39
IDA 4223MAG PD	313 558 493,47
BADEA 3E GROUPE	108 350 227,37
KOWEIT 3EGROUPE	403 938 153,34
OPEC-OFID	116 281 587,13
BADEA EAU	320 259 843,96
BADEA EN II	94 718 547,23
KFW	846 743,44
AUTRES	102 145 650,37
Total	1 617 829 685,70

- des pertes de change sur emprunts pour un montant de 6 727 833 964,99 Ariary dont les détails sont présentées ci-après :

Rubriques	Montant (Ar)
AFD 3,85EUR EAU	114 335 046,43
IDA 4223MAG PD	779 169 920,79
IDA 4223MAG CS	326 773 941,33
KOWEIT 3EGROUPE	2 307 830 844,59
DABEA 3 ^E GROUPE	1 250 139 217,03
OPEC-OFID	485 453 115,00
BADEA EAU	848 191 035,26
BADEA EN II	170 344 341,01
AUTRES	445 596 503,55
Total	6 727 833 964,99

- des autres frais financiers pour un montant de 17 506 957 890,28 Ariary dont les détails sont constitués par :

Rubriques	Montant (Ar)
Perte de change sur conversion factures devises	17 271 256 886,26
Intérêts des comptes courants	456 901 004,02
Total	17 718 157 890,28

324. Evénements postérieurs à la date de clôture

Les événements postérieurs sont listés ci-dessous :

- départ de l'ancien Président du Conseil d'administration le 26 février 2019 ;
- nomination du nouveau Directeur Général Adjoint chargé des Opérations par interim suivant la note de décision N/DG/082du 02 août 2019 ;
- délégation de pouvoir au Directeur Général Adjoint chargé des Opérations par interim à représenter la JIRAMA vis-à-vis des tiers et de toutes Administrations, suivant le procès-verbal du Conseil d'Administration du 22 août 2019 ;
- nomination du nouveau Directeur Principal Finances suivant la note de décision N/DG/098/2019 du 26 août 2019 ;
- nomination du nouveau Président du Conseil d'Administration suivant décret de nomination N° 2019-1871 du 25 septembre 2019 ;
- réunions successives du Conseil d'Administration en 2019 :
 - 22 août 2019,
 - 17 septembre 2019,
 - 25 septembre 2019,
 - 11 octobre 2019,
 - 21 octobre 2019 ;
- résiliation de contrats d'achat d'énergie avec Jovena TAC.